

Finances, monnaies et crises

*Marc Halévy
Décembre 2008*

Lorsque les crises sont profondes, il est incontournable d'aller revisiter les fondamentaux.

Puisque "crise" financière il y a, n'hésitons plus : qu'est-ce que la finance ?

Le système financier est l'ensemble des structures, processus et instruments qui s'occupent de la monnaie sous toutes ses formes.

Mais alors, qu'est-ce que la monnaie ? La monnaie est un symbole conventionnel qui représente l'activité économique d'un Etat (ex.: le dirham marocain ou le yen japonais) ou d'un ensemble d'Etats (ex.: l'euro, le dollar ou la livre sterling). Une monnaie est à un Etat ce qu'une action est à une entreprise : son cours reflète non pas la réalité de son économie mais la confiance que les "investisseurs" lui font, bon gré mal gré.

Lorsqu'un Etat réussit à faire croire aux marchés monétaires que son économie est forte, durable, croissante, le cours de sa monnaie augmente ... dans le chef des bons pères de famille et ... n'a aucun intérêt pour les spéculateurs qui préfèrent jouer sur des économies certes faibles mais laissant miroiter des redressements miraculeux et des gains futurs supposés faramineux.

Le cours d'une monnaie reflète donc la confiance subjective que d'aucuns font à l'économie d'un Etat ou d'un groupe d'Etat. Mais de quelle économie parle-t-on ? De l'économie officielle des PIB c'est-à-dire des déclarations d'impôts des sociétés et des personnes ? De l'économie mafieuse qui trafique tout ce que la loi interdit ? De l'économie pirate qui pratique le travail au noir, les copies illégales ou les "tombés du camion" ? De l'économie démonétisée qui, comme son nom l'indique, scelle des transactions de nature économique sans que ne circule la moindre monnaie (le troc, le travail à domicile, l'échange de bons procédés, le bénévolat, les "mères au foyer", etc ...) ?

Il faut garder en tête qu'à l'échelle mondiale, l'économie officielle, celle des PIB, ne pèse qu'environ un sixième de l'économie totale (*sources : FMI et CEE*). Cette proportion est évidemment bien plus élevée dans les Etats où la pression et le contrôle fiscaux sont, comme ici, très prégnants. Heureusement ou malheureusement, le nombre de ces Etats fiscalement blindés est plutôt petit sur notre planète.

De plus, au sein des économies officielles faut-il distinguer l'économie réelle où la valeur d'échange porte ou reflète une vraie valeur d'usage (une chaise, un logiciel, un travail), et l'économie spéculative où la valeur d'échange est purement factice et artificielle (une action, une dette, une obligation, une option qui ne valent que par le prix auquel quelqu'un est prêt à l'acheter). A ce titre, il faut aussi garder en tête que l'émergence et la prolifération des "produits" de placement financier de ces dernières décennies (les mécanismes de titrisation en étant le parangon) a propulsé la masse de l'économie financière à plusieurs dizaines de fois la masse totale de l'économie réelle

Cette économie financière ou spéculative exprime le total des transactions purement spéculatives, sans aucune valeur "représentative" c'est-à-dire ces transactions où le "papier" échangé ne s'appuie sur aucune valeur d'usage réelle. Si je détiens une action, elle ne vaudra jamais que ce que quelqu'un d'autre voudra bien payer pour me l'acheter et la posséder à son tour avant de la revendre à un autre gogo. Il ne peut rien en faire d'autre que l'acheter ou la vendre. Ce n'est évidemment pas vrai de mon marteau ou de mes chaussures ou de ma force ou de mon intelligence que je peux utiliser à produire de la valeur qu'il y ait, ou non, quelqu'un pour l'acheter.

Tout ceci étant posé - un peu longuement, je l'admets - on peut commencer à comprendre ce que la crise actuelle est en train de nous dire.

Les crises successives qui nous harcèlent depuis trente ans (1973 : la première "crise" pétrolière) finissent par convaincre les plus obtus que la seule économie qui vaille, est l'économie réelle, qu'elle soit officielle, pirate, mafieuse ou démonétisée. La leçon des célèbres "Emprunts russes" qui ont fini par tapisser nombre de cuisines et de salles de bain, a enfin porté. Les baudruches artificielles - comme les *subprimes* - se dégonflent, plus ou moins brutalement, et ce n'est pas fini¹. Nous aurons encore à prendre la "baffe" de la bulle des cartes de crédit américaines (l'endettement quotidien faramineux des ménages américains qui n'a absolument aucun "actif" représentatif en face de lui) et de la bulle alimentaire (cette tentative éperdue de masquer l'énorme logique de pénurie alimentaire globale qui s'est installée du fait des appétits bien légitimes et compréhensibles des pays émergents : il faut 17 fois plus de terre pour produire une unité de viande qu'une unité de céréale, et les Chinois et autres Indiens ne veulent plus se contenter d'un bol de riz par jour).

En gros, cela signifie que toutes les monnaies importantes du monde (l'euro, le dollar, le yen, le yuan) s'appuient sur des murs factices de carton pâte qui s'effritent de partout, se lézardent et s'écroulent de place en place. Même le yuan ne vaut pas tripette, malgré l'essor de l'industrie chinoise. Le Chinois est d'abord joueur, ne l'oublions jamais. On le sait moins, une immense crise des *subprimes* est actuellement en cours en Chine : bien des Chinois, un peu aisés, ont joué au jeu des emprunts hypothécaires en chaîne en usant du système bien connu de la "cavalerie" et des effets de levier successifs. Bilan : aujourd'hui que la croissance chinoise diminue, ils ne peuvent plus rembourser leurs prêts. Mais l'Etat veille et demande aux banques de ne pas dénoncer les millions de mauvais payeurs en échange de quoi l'Etat éponge les dettes. Plusieurs centaines de milliards de dollars à ce jour.

Où cela nous mène-t-il ?

D'abord à la disparition massive de l'économie spéculative et financière et au retour massif à l'économie réelle, telle est la première certitude. Je préconise, d'ailleurs, la fermeture pure et simple de toutes les Bourses et la mise hors la loi de tous les jeux financiers et spéculatifs. Un manager de crise comme moi sait bien que la seule tactique, lorsque les caisses sont vides, est le "management on the cash basis", c'est-à-dire la vie au jour le jour et la stricte limitation des dépenses à ce que l'on a réellement en caisse. Pas de dette, pas d'emprunt. Il nous faut réapprendre à vivre comme des paysans pauvres !

Mais ne faut-il pas, malgré tout, investir pour relancer ? Pas si sûr, mais admettons. Ce ne sera pas facile car les banques sont exsangues et le crédit est condamné à devenir de plus en plus rare et difficile. Comment alors trouver les capitaux nécessaires aux investissements réels aptes à soi-disant relancer l'économie réelle ? Les Etats ? Ils sont exsangues, eux aussi. La planche à billets ? Un artifice dont on connaît les méfaits et les limites. Les dévaluations ? Elles n'ont de sens qu'en position relative d'une monnaie par rapport aux autres, mais dans notre cas, toutes les monnaies, sans jeu de mots, sont dans le même panier.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que l'économie réelle se porte bien : les gains de productivité des technologies et la créativité des cerveaux marchent fort ... du moins chez ceux qui n'ont pas

¹ La crise des *subprimes* n'a surpris que ceux qui ne savaient pas lire - ou qui ne voulaient pas savoir, ce qui est autrement plus grave venant de "professionnels" de la finance. Tout avait été prédit, décrit et analysé dès 2002 et 2003 ! Je n'en veux pour preuve que les chroniques du plus médiatique des prospectivistes, Jacques Attali, dans L'Express. Oserai-je suggérer d'aller relire mes articles de l'époque dans l'Echo ... ?

opté pour la vie nonchalante du parasitisme, des assistanats, de la facilité, du moindre effort et du "à-quoi-bon-?". Ceux-là vont souffrir encore plus que les autres.

Pour ces autres, l'équation est simple. Elle est, pour une fois, politique. Les Etats peuvent décider de refuser la réalité de l'effondrement du système et du modèle économiques dominants, et de continuer, comme ils ont commencé à le faire, de transfuser, en pure perte, par pure démagogie, des masses colossales d'argent dans les veines de moribonds condamnés. Cet argent nourrira - nourrit déjà - massivement l'économie spéculative et ne rapporte qu'aux spéculateurs qui, les premiers, devraient être exclus du jeu : aujourd'hui, par ce biais, ce sont les perdants qui gagnent !

Les Etats peuvent, à l'inverse, lâcher les moribonds et les laisser crever dans un salutaire sursaut de vision à plus long terme. Certes le prix à payer sera impopulaire et électoralement incorrect, mais l'enjeu est immense. Oui, il y aura - temporairement - des pertes d'emploi massives, des gesticulations syndicales aussi absurdes que surannées, des faillites énormes, des basculements titanesques des forces économiques ; oui la grande distribution, l'industrie automobile, le tourisme de masse, l'agro-alimentaire passeront à la trappe. Et alors ? Bon débarras. Et ceux qui en vivaient, et qui ont quelque chose dans les bras, dans les tripes et dans la tête, trouveront évidemment autre chose, autrement, ailleurs, sans problème. S'ils le veulent vraiment, s'ils décident de se prendre en main et de se réapproprier leur temps, leur énergie, leur vie, leurs talents et compétences, leur fond de commerce personnel. L'Etat, alors, pourra consacrer son argent - qui ne vaut plus grand' chose - non pas à aider ou assister ou subventionner de quelques manières que ce soient, mais à éduquer, former, préparer cette génération montante qui sera celle des forces vives de demain. La génération actuelle a joué et elle a perdu. Tant pis pour elle. "Vous chantiez, j'en suis fort aise / Et bien danser maintenant"². La génération actuelle (les 35 - 75 ans) a tout exigé, tout obtenu, tout gaspillé, tout pillé ; elle a exigé du politique - qui a cédé sans difficulté - de pouvoir dépenser aujourd'hui (sous forme d'assistanats divers) ce que l'Etat avait ponctionné pour demain (les retraites, les soins de santé) : le beurre et l'argent du beurre, la sécurité sociale et les avantages sociaux.

Aujourd'hui, la fête est finie ! Les caisses sont vides, les dettes sont immenses, les leurres sont éteints et les mirages dénoncés. Retour au boulot. Depuis cinquante ans, on fait croire aux pauvres qu'ils peuvent vivre comme des riches. Fin des mensonges !

*

* *

² Jean de la Fontaine - "La cigale et la fourmi".